

Convention collective

**IDCC : 8826. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA
(Savoie et Haute-Savoie)
(6 août 2012)**

(Étendue par arrêté du 18 janvier 2013,
Journal officiel du 26 janvier 2013)

**AVENANT N° 4 DU 26 JANVIER 2017
RELATIF AU TRAVAIL INTERMITTENT**

NOR : AGRS1797236M
IDCC : 8826

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Savoie

Syndicat des entrepreneurs du territoire de la Savoie et de la Haute-Savoie

Fédération départementale des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole de la Haute-Savoie

D'une part, et

Syndicat CFTC

Syndicat CGC

Syndicat FO

Syndicat CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 32 « Durée du travail » de la convention collective du 6 août 2012 est complété par un article 32.1 rédigé ainsi :

« Article 32.1

Contrat de travail intermittent

Comme il est stipulé à l'article 9.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié relatif à la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, les employeurs peuvent conclure des contrats de travail intermittent pour pourvoir des emplois permanents soumis soit à des variations saisonnières ou de production, soit à des contraintes saisonnières ou extérieures de commercialisation, ou conclus dans le cadre de services de remplacements, comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées.

Ces dispositions s'appliquent :

- dans les exploitations de polyculture élevage : aux emplois salariés attachés à la production et à la transformation des produits ;
- dans les exploitations horticoles et pépinières : aux emplois salariés attachés à la production et à la vente des végétaux ;
- dans les exploitations maraîchères : aux emplois salariés attachés à la production et à la vente de légumes ;
- dans les exploitations viticoles : aux emplois salariés attachés au travail dans les vignes ;
- dans les exploitations arboricoles : aux emplois salariés attachés à la production et à la commercialisation des fruits ;
- dans les entreprises de travaux agricoles : aux emplois attachés aux travaux de récolte ;
- dans les CUMA : aux emplois salariés visés ci-dessus selon l'appartenance des utilisateurs de la CUMA aux différentes filières visées ci-dessus. »

Article 2

Le présent avenant entre en vigueur au jour de la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent accord.

Article 3

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Annecy, le 26 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)